

Éditorial

La priorité

Qui oserait prétendre que la question du développement des pays pauvres et de leurs populations soit une priorité pour les tenants du libéralisme économique mondialisé ? Mais l'est-elle davantage pour les chefs d'État des pays riches dont la responsabilité est singulièrement engagée dans leurs choix politiques en matière de coopération ?

La remise en cause des relations commerciales entre les pays européens et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (dits pays ACP) ne laisse pas d'inquiéter. Des accords, jusque-là préférentiels pour ces derniers, risquent de disparaître au profit de la création d'une zone de libre-échange. Accords cyniquement appelés « Accords de partenariat économique » (APE) ! Or ils vont ruiner une agriculture à dominante vivrière et familiale. Le Forum social mondial de Nairobi au Kenya, en janvier 2007, a dénoncé cette supercherie et appelé à une mobilisation internationale.

Dans ce contexte de libéralisme sauvage et dévastateur, l'encyclique *Populorum Progressio*, rédigée il y a quarante ans sous l'inspiration de Louis-Joseph Lebreton, demeure d'une pertinente acuité. N'invite-t-elle pas instamment à « *contribuer au développement solidaire de l'humanité* » ? (lire page 4). Son influence s'est répandue jusqu'aux pays pauvres du Sud comme en témoigne ici Abdou Diouf, ancien président du Sénégal. Qui n'hésite pas à rappeler que « *le développement équitable doit demeurer la priorité* ».

François Bellec

francois.bellec@lebret-irfed.org

Un entretien avec Abdou Diouf

« Populorum Progressio nous dit comment humaniser la mondialisation trop débridée »

C'est un grand témoin que *Développement et civilisations* a convié pour ce numéro, publié pour le 40^{ème} anniversaire de l'encyclique *Populorum Progressio*, (le *Progrès des peuples*, en français). Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et ancien président du Sénégal de 1981 à 2000, fait partie de ces dirigeants africains qui ont côtoyé Louis-Joseph Lebreton, inspirateur de l'encyclique publiée en mars 1967.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Quelles leçons en tirer ? Un entretien à la croisée de la décolonisation, de la politique et de la foi.

R. W.

D et C : 1967-2007, quarante années se sont écoulées depuis la publication de *Populorum Progressio*. Quels souvenirs gardez-vous de ce texte, de sa préparation et de son inspirateur, Louis-Joseph Lebreton ?

Abdou Diouf : Je peux dire que ma carrière politique a, dès le début, été placée sous l'inspiration de la pensée du père Lebreton. J'ai d'abord entendu parler de lui au début des années 60, dans le cadre de mes premières fonctions à Dakar, au ministère du Plan. Puis j'ai rencontré Louis-Joseph Lebreton quelques années plus tard, en 1964-1965. J'étais alors Secrétaire général de la présidence de la République, sous Léopold Sédar Senghor. J'ai découvert un homme de grande culture, de grande spiritualité mais aussi, comme sont souvent les vrais grands hommes, quelqu'un d'une profonde humilité. Il faut savoir qu'à cette époque, tout le Plan national du Sénégal était inspiré par les tra-

vaux d'*Économie et Humanisme*. J'ai reçu pour la première fois le père Lebreton un après-midi, à mon bureau de la présidence. Il m'a donné des conseils comme le ferait un aîné pour son cadet. Je craignais de l'avoir offensé car je n'avais pas pu le recevoir le matin. Erreur. Il m'a au contraire félicité de conserver mes matinées pour l'étude des dossiers. Une habitude qui perdure depuis. Je ne reçois en général que l'après-midi.

Quel était le sujet de cette conversation ?

Nous avons surtout parlé de la loi sur le domaine national, qui était alors à l'étude. Il s'agissait de savoir comment rétrocéder la terre aux paysans sénégalais, pour leur en donner l'usufruit. Senghor tenait à mettre fin à la main mise des « Lamanes », les grands propriétaires fonciers, sur les terres cultivables. Le vrai prolétariat, pour lui, était le monde rural : celui des trois

« P », paysans, pêcheurs, pasteurs. Cette réforme agraire a porté ses fruits et permis de mieux répartir l'usage des terres à vocation agricole. La loi sur le domaine national est d'ailleurs toujours en vigueur aujourd'hui.

Le père Lebret avait été précédé par son enseignement. Nous connaissons tous, au Sénégal, ses écrits et ceux de François Perroux. La portée de leur pensée sur la politique sénégalaise n'était pas moindre. Les deux hommes étaient à vrai dire plus proches de Mamadou Dia, qu'une crise politique grave a ensuite opposé au président Senghor*. Mais même après l'éviction de ce dernier, le dialogue a continué. La page des années Dia s'est tournée sur une fracture. La pensée d'*Économie et Humanisme* est toutefois demeurée, tel un pont entre les dirigeants sénégalais de ces années-là.

Cette pensée, quarante ans après, garde-t-elle tout son sens ?

Elle est plus que jamais pertinente. Tout comme *Populorum Progressio*. Cette encyclique (voir encadré p. 4) nous dit comment humaniser la mondialisation trop débridée dans laquelle nous vivons. Or que dit Louis-Joseph Lebret ? Que l'économie et les techniques doivent être faites pour l'homme, qu'il faut inverser la donne et viser d'abord le développement humain. La force de sa pensée est d'avoir formidablement anticipé : les enjeux technologiques, la mainmise du capitalisme financier sur l'économie étaient, dans les années 60, bien moindres qu'aujourd'hui. Mais il en avait perçu l'enjeu. Il a apporté, dès cette époque, des réponses aux questions maintenant posées de manière beaucoup plus crue.

A-t-on en revanche conscience de cette pertinence ? Je dirais que l'humanité, prise dans son ensemble, est plus réceptive que jamais. L'urgence écologique, sociale, économique est là pour nous rappeler combien le développement équitable doit

demeurer la priorité. La conscience de cette urgence varie en revanche. La notion d'échange inégal n'est pas perçue de la même façon dans les pays du Nord et dans ceux du Sud. C'est au Sud, à mon sens, que la réceptivité est la plus forte. C'est là que la pensée Lebret a le plus essaimé et a, selon moi, le plus d'avenir.

Vraiment ? Croyez-vous que les pays émergents d'Asie orientale, lancés dans la course à la croissance et fiers de leur « miracle économique », soient aussi réceptifs que cela ?

L'ébullition économique de l'Asie peut modifier les perceptions. Elle ne modifie pas la donne fondamentale. Les pays asiatiques en plein « boom », à commencer par la Chine, savent qu'ils courent à leur perte si leur accumulation de richesses n'est pas mieux répartie et n'est pas plus respectueuse de leur culture, de l'environnement, etc. Ils savent que cette prospérité engendre aussi par certains côtés une situation intolérable pour leurs peuples. Ils savent que le couvercle de la marmite, à ce rythme, va finir un jour par sauter.

Attention, je ne dis pas là qu'il faut rejeter la croissance. Au contraire ! Sans une croissance économique très forte, il est impossible de sortir de la pauvreté. Or il faut en sortir pour, ensuite, œuvrer pour la justice sociale et pour une plus grande solidarité. C'est dans les ingrédients de cette croissance que tout se trame, je crois. Trop de pays ont ainsi laissé tomber l'agriculture, ouvrant la porte à des déséquilibres énormes entre villes et campagnes, à l'exode rural et à

une course pour l'accaparement des richesses. Une maturité commence à se faire jour. Beaucoup comprennent qu'on ne peut pas impunément, au nom de la performance économique, porter atteinte à l'unité nationale. Le défaut d'éthique et de vision de nombreux gouvernants dans l'utilisation des recettes du pétrole saute, par exemple, aux yeux. Je le dis tout net : mon expérience m'a démontré que le pétrole est souvent une malé-

diction pour certains peuples. Il entraîne trop d'effets déstabilisateurs. L'or noir est autant une source de richesse qu'un facteur de tensions.

Reprenons un peu le fil de l'histoire. 1967 : le Sénégal entend-t-il le message de *Populorum Progressio* ?

Et comment ! Je pourrais dire que notre pays était dans une position d'attente idéale. L'histoire missionnaire s'est toujours confondue, au Sénégal, avec le développement social. Partout où les missionnaires catholiques se sont trouvés, ils ont été un ferment de paix, de développement social et de concorde. Et notre chance, qui demeure aujourd'hui, est d'avoir en face des leaders musulmans « éclairés », à l'unisson de ce message.

La foi, notre foi commune, est une arme que nos communautés ont mise au service de tous. Je vais vous raconter à ce propos une anecdote : elle remonte au début des années 80, lorsque je m'apprêtais à succéder au président Senghor. Mes adversaires politiques avaient déniché, dans les archives, un mémoire rédigé par mes soins lorsque j'étais étudiant à l'École nationale de la France d'Outre-Mer. Pressé par le temps et prié de déposer un sujet dès mon arrivée à Paris, j'avais opté pour un sujet d'exposé sur *L'islam et la société wolof*.

C'était en 1958. J'avais 23 ans et je portais sur tout cela un regard très critique, décapant. Or voici, plus de vingt ans après, que mes opposants ressortent ce document et m'accusent publiquement d'avoir porté atteinte à la religion. Je me suis aussitôt rendu chez les califes généraux des confréries des Mourides et des Tian shan pour désamorcer cette « bombe ». Je leur ai expliqué qu'il s'agissait d'un texte de jeunesse, fidèle à mes idées marxistes-léninistes de l'époque. Je leur ai aussi dit que ces écrits reflétaient ma gêne par rapport à des pratiques choquantes. Mes interlocuteurs m'ont écouté, puis m'ont confié : « *Ce n'est pas ce qui est derrière nous qui nous intéresse, mais le chemin que nous allons faire ensemble* ». C'est le message que je retiens de l'islam sénégalais : prêt pour faire avec la société

L'urgence écologique, sociale, économique est là pour nous rappeler combien le développement équitable doit demeurer la priorité.

té ce chemin « ensemble ».

Populorum Progressio est une encyclique de l'Église catholique. L'islam, sur ces sujets de l'économie et du développement, manque de textes. Qu'en déduire ?

Je peux juste vous dire qu'en tant que musulman croyant et pratiquant, rien ne m'a jamais empêché de regarder du côté de la modernité et du développement. Je ne vois pas en quoi ma religion me bloquerait dans cet effort. Je me souviens, par exemple,

avoir accueilli à Dakar, en 1991, le Sommet mondial de la Conférence islamique. Je l'avais placé sous le signe de l'économie, et j'avais insisté pour mettre à l'agenda des sujets tels que l'annulation de la dette d'une partie des pays africains. Je n'oublie pas non plus le soutien que le Sénégal a reçu des grands pays musulmans pour l'édification des grands barrages sur le fleuve du même nom. Il existe une Banque arabe pour le développement, une Banque islamique pour le développement...

Je veux redire ici que l'islam est une religion d'amour, de non violence et de solidarité. Le prophète Mahomet, au 7^{ème} siècle après Jésus Christ, n'a cessé de plaider pour une meilleure transmission des savoirs. Notre rôle, quarante après la publication de *Populorum Progressio* est aussi de savoir faire le tri dans les idées aujourd'hui véhiculées par les grandes spiritualités. Il faut savoir prendre nos distances avec les hommes qui ont dévoyé les religions. Aucune d'entre elles n'enseigne le mal. Je suis un grand lecteur du Coran et de la Bible, que mon épouse catholique me lit tous les soirs. J'y trouve le même éloge de la foi, de l'espérance et de la charité. Je suis dans un syncrétisme continu et j'en suis très heureux.

Tout de même, cet idéalisme est-il compatible avec la conduite des affaires d'un pays ? Avec la réalité mondiale ?

Il faut savoir retrouver dans les textes ce qu'il y a de meilleur. Le *Notre*

père est une prière universelle extraordinaire. Encore faut-il que tout le monde prenne le temps de le lire, de le relire, de s'arrêter sur chacun de ses mots... J'ai sur ce sujet quantité d'anecdotes. J'en prendrai une : Yoweri Museveni, le président de l'Ouganda, m'a reproché un jour d'être trop porté sur la religion. J'avais lu une bible en anglais disponible sur place à Kampala. Dans l'Ouganda de 1991-1992, Museveni m'a expliqué pourquoi, selon lui, la religion et le développement étaient antagonistes. Mais j'ai réfuté cette mise en opposition.

Je lui ai expliqué que l'un et l'autre pouvaient aller de pair. Qu'il y avait même une interaction profonde.

Vous défendez le rôle positif des religions à l'heure où les citoyens, dans de nombreux pays, les voient plutôt comme un facteur de division, voire de violences ?

Le monde a besoin de plus de spiritualité et de beaucoup moins de bigoterie. Celle-ci est un frein à l'épanouissement de l'homme. J'ai fait référence, au début de notre conversation, à l'influence jouée au Sénégal par le père Lebret. Il y avait aussi derrière le terreau spirituel laissé en héritage par le père Teilhard de Chardin. « *Tout ce qui monte converge* ». C'est bien mon avis. Plus l'on progresse dans le domaine de la vertu et de la spiritualité, plus l'on a des chances de se rencontrer. Le danger vient des religions lorsqu'elles sont détournées dans le sens du fanatisme et du prosélytisme agressif. Nous le savons tous. Ce sont ces fléaux qui nous menacent.

Vous évoquez justement l'Afrique. L'Église catholique ne devrait-elle pas s'atteler aujourd'hui à la rédaction d'une encyclique consacrée à l'état et aux défis du continent noir ?

Oui, ce serait justifié. Compte tenu de l'accélération des échanges, de la place marginale de l'Afrique dans le commerce mondial et des maux qui continuent de la pénaliser, il y a beaucoup de choses à dire. Ce se-

Libre propos

Croissance sans conscience n'est que ruine de l'âme...

Les « gens du Nord » ont peine à accepter de recevoir des « leçons du Sud ». En cela, le message d'Abdou Diouf, ancien Président de la République du Sénégal, Secrétaire général de la Francophonie, devrait véritablement nous toucher au fond de l'âme. Il a été acteur et demeure témoin d'une grande aventure en développement, dont Louis-Joseph Lebret se mettant au service du Sénégal, fut un partenaire essentiel.

A l'heure de la conquête des indépendances africaines, au début des années 60, le tandem, miraculeusement complémentaire, de Léopold Senghor, Chef de l'État, et de Mamadou Dia, Chef du Gouvernement, avait ouvert la voie d'une « *démocratie participative* », conçue comme un levier majeur pour sortir de l'économie de traite et de la dépendance coloniale. Les maîtres mots en étaient : l'émergence d'une nouvelle citoyenneté consciente et responsable, à partir d'une transformation des structures de base, et l'éducation généralisée du peuple, à travers l'animation, en consonance avec la création des nouveaux pouvoirs autogestionnaires. A ce titre, le politique, l'économique, le culturel, le spirituel étaient les faces indissociables du développement.

Malgré la rupture tragique de l'attelage de tête de cette passionnante histoire sénégalaise (*voir note de renvoi de l'interview d'Abdou Diouf p. 4*), elle nous a légué de précieux enseignements sur lesquels Lebret s'est appuyé pour proposer à Paul VI l'encyclique *Populorum Progressio*. Saurons-nous revisiter aujourd'hui, nous aussi, ces « voies du Sud » novatrices, qui pourraient contribuer à l'édification d'un développement équitable pour tous, à l'encontre de la « *mondialisation inhumaine* » dénoncée par Abdou Diouf ? Paraphrasant l'humaniste de la Renaissance, ne pourrait-on pas dire, avec Lebret et Perroux : « *Croissance sans conscience n'est que ruine de l'âme* » ?

Roland Colin

roland.colin@9online.fr

rait aussi un signe de confiance, un encouragement à aller de l'avant. J'y suis favorable.

Vous dirigez actuellement l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). La langue française, celle de Lebret et de Perroux, est de moins en moins de mise lorsqu'il s'agit, au niveau international, de parler développement, économie...

Il y a une hégémonie américaine et une domination de la pensée qui va avec, c'est évident. Je ne crois pas en revanche, comme semble le sous-entendre votre question, que la langue anglaise soit plus féconde en matière d'études économiques que la langue française. L'enjeu, à mon sens, n'est pas celui de la pensée mais celui de la diffusion. Le problème n'est pas la qualité de la réflexion, mais la taille de l'audience à laquelle vous pouvez prétendre, au niveau mondial, si vous vous exprimez en français.

C'est un très grave problème. Car il en est aujourd'hui de la pensée comme de toute science : si vous ne publiez pas en anglais, vous n'êtes pas lu. C'est là où le bât blesse. C'est là où il faut réagir. Quand une mondialisation, et c'est le cas maintenant, porte la marque d'un seul pays et d'un seul système, ce n'est pas bon. Le monde francophone doit rompre avec son attitude de défense actuelle. Il doit s'émanciper de ce carcan linguistique. L'on ne pense pas pareil, en français ou en anglais.

Recueilli par Richard Werly
richard.werly@lebret-irfed.org

* En décembre 1962, un conflit violent opposa Mamadou Dia et les parlementaires rétifs aux grandes transformations qu'il mettait en œuvre. Dia, accusé de « coup d'État », ne reçut pas l'appui de Senghor et fut emprisonné douze ans dans des conditions très rudes. Voir Roland Colin, *Sénégal notre pirogue, au soleil de la Liberté*, Paris, Présence Africaine, juin 2007.

Un plaidoyer pour le progrès de l'humanité

L'encyclique *Populorum Progressio* (le Progrès des peuples), publiée le 26 mars 1967, demeure un texte de référence non seulement pour les associations chrétiennes de solidarité internationale mais aussi pour nombre d'autres acteurs de développement. Ce texte s'inscrit, en outre, dans une vision prophétique de la mondialisation. Extraits.

« Il ne s'agit pas seulement de vaincre la faim ni même de faire reculer la pauvreté. Le combat contre la misère, urgent et nécessaire, est insuffisant. Il s'agit de construire un monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie de servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée ».

« S'il est normal qu'une population soit première bénéficiaire des dons que lui a faits la Providence comme des fruits de son travail, aucun peuple ne peut, pour autant, prétendre réserver ses richesses à son seul usage ».

« Chaque peuple doit produire plus et mieux, à la fois pour donner à tous ses ressortissants un niveau de vie vraiment humain et aussi pour contribuer au développement solidaire de l'humanité. Devant l'indigence croissante des pays sous développés, on doit considérer comme normal qu'un pays évolué consacre une partie de sa production à satisfaire leurs besoins ».

« Ces efforts, pour atteindre leur pleine efficacité, ne sauraient demeurer dispersés et isolés, moins encore imposés pour des raisons de prestige ou de puissance : la situation exige des programmes concertés. Un programme est en effet plus et mieux qu'une aide occasionnelle laissée à la bonne volonté d'un chacun ».

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed
49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebret-irfed.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebret devenu Développement et Civilisations - Lebret-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par IRFED de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**.

L'association Développement et civilisations - Lebret-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. M. Arabe) – Rethinam Mathias (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique Latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Isabelle Duquesne (directrice).

Publication - directeur Yves Berthelot, directeur de la rédaction : Richard Werly, secrétaire de rédaction : François Bellec, Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Vincent Berthet, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Jovite de Courlon, Bernadette Denis, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual, - Secrétariat : Julie Englinger
publications@lebret-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebret-Irfed.

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

• ISSN 1951-0012 – Imprimerie SEPIC – Paris – 0147051759 .